

Ständerat - Frühjahrssession 2011 - Dritte Sitzung - 02.03.11-08h15
Conseil des Etats - Session de printemps 2011 - Troisième séance - 02.03.11-08h15

affaire précédente

affaire suivante

10.111

Aussenpolitik 2010.
Bericht des Bundesrates

Politique étrangère 2010.
Rapport du Conseil fédéral

Erstrat - Premier Conseil

[Bericht des Bundesrates 10.12.10 \(BBI 2011 1013\)](#)
[Rapport du Conseil fédéral 10.12.10 \(FF 2011 961\)](#)

[Berichtigung 08.02.11 \(BBI 2011 1349\)](#)
[Erratum 08.02.11 \(FF 2011 1285\)](#)

[Ständerat/Conseil des Etats 02.03.11 \(Erstrat - Premier Conseil\)](#)

[Nationalrat/Conseil national 10.03.11 \(Zweitrat - Deuxième Conseil\)](#)

10.086

Evaluation
der schweizerischen Europapolitik.
Bericht

Evaluation de la politique
européenne de la Suisse.
Rapport

Zweitrat - Deuxième Conseil

[Bericht des Bundesrates 17.09.10 \(BBI 2010 7239\)](#)
[Rapport du Conseil fédéral 17.09.10 \(FF 2010 6615\)](#)

[Nationalrat/Conseil national 06.12.10 \(Erstrat - Premier Conseil\)](#)

[Ständerat/Conseil des Etats 02.03.11 \(Zweitrat - Deuxième Conseil\)](#)

10.088

**Verhältnis der Schweiz
zu den europäischen Agenturen.
Bericht**

**Relation entre la Suisse
et les agences européennes.
Rapport**

Zweitrat - Deuxième Conseil

Bericht des Bundesrates 17.09.10 (BBI)
Rapport du Conseil fédéral 17.09.10 (FF)

[Nationalrat/Conseil national 06.12.10 \(Erstrat - Premier Conseil\)](#)

[Ständerat/Conseil des Etats 02.03.11 \(Zweitrat - Deuxième Conseil\)](#)

10.023

**Parlamentarierdelegation
beim Europarat.
Bericht**

**Délégation parlementaire
auprès du Conseil de l'Europe.
Rapport**

Erstrat - Premier Conseil

[Bericht ER-Delegation 31.12.09](#)
[Rapport Délégation CEu 31.12.09](#)

[Ständerat/Conseil des Etats 02.03.11 \(Erstrat - Premier Conseil\)](#)

[Nationalrat/Conseil national 10.03.11 \(Zweitrat - Deuxième Conseil\)](#)

02.3591

Marty Dick (RL, TI): "Le secret bancaire n'est pas négociable." Cette affirmation faite par un représentant de la plus haute autorité du pays, qu'on le veuille ou non, restera une des caractéristiques de notre politique étrangère de cette période. Les traités d'histoire qui vont décrire ces années rappelleront certainement cette phrase et rappelleront surtout ce qui s'en est suivi. Je pense que si l'on continue maintenant à parler de souveraineté en matière de politique européenne, on risquera de connaître un scénario analogue.

Tout d'abord, il convient de rappeler qu'aucun pays n'est absolument souverain. On vit dans un monde où la souveraineté est de plus en plus partagée. C'est grâce à ce partage de souveraineté qu'on peut faire des progrès. C'est grâce à ce partage de souveraineté que l'Europe connaît la plus longue période de paix de son histoire et aussi la plus longue période de prospérité.

Mais il est évident que la discussion sur l'Europe est, dans notre pays, tellement marquée par les émotions d'une part et par le dogmatisme de l'autre que nous ne voyons pas les enjeux à longue échéance et que nous ne voyons pas ce qui est en train de se passer, justement dans le domaine de la souveraineté.

Les accords bilatéraux - le président de la commission y a fait allusion - sont en train d'éroder notre souveraineté. C'est fait d'une façon tout à fait sournoise, parce qu'avec un accord bilatéral, nous avons l'impression que nous participons d'une façon tout à fait souveraine alors que, si l'on constate objectivement les choses, nous pouvons voir que le petit Luxembourg a aujourd'hui, dans la politique européenne, beaucoup plus d'influence que ne peut l'avoir la très riche Suisse. Cela, c'est la réalité.

Le tout petit Luxembourg, qui, au niveau de la population, est un peu plus grand que le canton du Tessin, peut s'opposer, peut participer à l'élaboration, dès le début, des projets, participe aux commissions d'experts qui élaborent ces nouvelles normes, alors que la Suisse est de plus en plus devant l'option de prendre ou de laisser le produit tel quel.

Donc nous sommes en train de perdre progressivement notre souveraineté, qui est tellement vantée auprès de l'électeur. Je pense qu'on vivra un scénario analogue à ce qui entoure cette fameuse phrase: "Le secret bancaire n'est pas négociable!" et tout ce qui s'en est suivi.

Voilà pour ce qui est de la politique européenne.

Certains intervenants - Madame Maury Pasquier la première - ont parlé de ce qui se passe dans le monde arabe. Je dois vous dire que j'étais absolument choqué des termes avec lesquels certains partis politiques demandent un débat urgent au Parlement. Lisez ces textes. Il n'y a aucune empathie envers ces populations qui se rebellent contre la tyrannie, qui aspirent à la liberté et à la démocratie. Il n'y a aucune parole pour toutes ces victimes pendant toutes ces années d'horreur, de torture, de terrorisme d'Etat. Pourquoi ne pas demander un débat urgent sur la manière dont notre pays - un des pays les plus riches du monde, un pays démocratique, un pays qui incarne aux yeux de ces gens les valeurs auxquelles ils aspirent - peut aider ces populations?

Ce pays, tellement privilégié, a tellement peur et de l'Europe et de cette invasion qui n'a pas même pas commencé - il n'y a même pas une personne qui est arrivée - au lieu de s'enthousiasmer en voyant que nos valeurs sont partagées par d'autres et que nos valeurs sont en train de gagner. Je crois que nous devrions faire un petit examen de conscience et nous demander si nous ne sommes pas devenus d'horribles égoïstes qui naviguent simplement à vue sans ne plus avoir ni grands projets ni grandes passions.

Je ne vais pas faire long parce que, au Conseil de l'Europe, on s'habitue à être bref! J'ai dû présenter mon rapport très complexe sur le Kosovo en douze minutes. Les réponses aux 70 interventions étaient également comprises dans ces douze minutes. J'ajoute un mot sur le fameux "Helvétistan", un sujet qui a été abordé par les orateurs précédents. Est-ce vraiment digne, pour la Suisse, de devoir son siège aux institutions de Bretton Woods à des pays qui sont des dictatures, des pays où les droits de l'homme sont totalement ignorés, bafoués? Nous sommes allés en voyage

dans cette région tout récemment, avec une délégation de notre commission, et nous avons pu voir, constater, sentir à quel point on n'y trouve aucune démocratie, aucun respect des droits de l'homme. Même les étrangers résidant dans un hôtel de luxe nous parlaient à voix basse tellement ils avaient peur de dire ce qu'ils vivaient et ce qu'ils voyaient! Est-il vraiment digne, pour la Suisse, d'avoir obtenu ce siège grâce à l'appui de tels pays? En réalité, nous donnons une caution à ces pays par le fait qu'ils sont dans notre groupe de vote. Nous donnons une caution à ces gouvernements, que nous le voulions ou non. Nous leur donnons une certaine légitimité, et je trouve cela difficilement acceptable. Cela fait partie aussi du double langage qui caractérise un peu trop souvent notre pays.

Je n'ai pas besoin de rappeler l'affaire Wikileaks. Certains documents sont quand même choquants: d'une part, on garde dans des tiroirs l'autorisation pour le Ministère public de la Confédération d'ouvrir une enquête concernant l'enlèvement illégal de la part de la CIA et, d'autre part, on se précipite à l'ambassade américaine pour dire que l'enquête n'aura de toute façon aucune suite. Ce double langage n'est pas digne de notre pays et de l'image que nous voulons en donner.